

LE PRÉFET

à

**Mesdames et Messieurs les Maires
du département**

en communication à

Madame la sous-préfète de Millau
Monsieur le sous-préfet de
Villefranche-de-Rouergue

Rodez, le

18 JUIL. 2024

OBJET : élection des membres de la chambre d'agriculture
Pjointes : deux affiches et deux imprimés

Les élections des membres des chambres d'agriculture se dérouleront en janvier 2025. En amont du scrutin, une actualisation des listes électorales doit être effectuée. Celle-ci se déroule en plusieurs phases et s'inscrit dans un calendrier précis fixé par le code rural et de la pêche maritime.

Le décret du 8 juillet 2024 relatif à la composition des chambres d'agriculture et à l'élection de leurs membres vient de paraître au journal officiel de la République française du 16 juillet. Parmi les dispositions figurant dans ce décret figure le report au 22 juillet de la date limite d'affichage de l'avis annonçant la révision des listes électorales.

Dans ce cadre, je souhaite d'ores et déjà appeler votre attention sur les différentes étapes et actions à mener en vue de l'établissement des listes électorales.

Avis annonçant l'établissement des listes électorales :

Il vous appartient, dès réception de la présente note **et au plus tard le 22 juillet 2024**, de procéder à l'affichage en mairie de l'avis de révision des listes électorales. Vous trouverez à cet effet, sous ce pli, deux affiches rappelant les modalités d'inscription : l'une à destination des électeurs individuels, l'autre pour les groupements.

- Les électeurs individuels :

L'affiche rappelle les conditions à remplir pour être électeur. Toute personne estimant remplir ces conditions doit adresser, à l'aide de l'imprimé de demande d'inscription des électeurs individuels ci-joint, une demande à la commission d'établissement des listes électorales qui siège à la préfecture. Cette démarche doit être accomplie **avant le 15 septembre 2024**.

Je tiens à vous préciser que, s'agissant d'une révision des listes électorales, les personnes qui étaient inscrites pour le dernier scrutin (janvier 2019) n'ont pas à renouveler leur inscription, si leur situation au regard des conditions à remplir pour être électeur n'a pas changé.

- Les groupements :

L'affiche vise à informer les groupements que leur président doit transmettre une demande à la préfecture **avant le 1^{er} octobre 2024**, à l'aide de l'imprimé de demande d'inscription des groupements professionnels agricoles ci-joint.

Etablissement des listes provisoires (électeurs individuels) :

La liste provisoire des électeurs est établie par la commission d'établissement des listes électorales siégeant en préfecture.

Au plus tard le 1^{er} octobre 2024, vous recevrez la liste provisoire des électeurs de votre commune pour chaque collège. Vous devrez l'afficher immédiatement aux lieux habituels où elle devra rester **jusqu'au 15 octobre 2024**.

Vous devrez signaler au secrétariat de la commission si des personnes figurant sur cette liste sont décédées ou ont été privées de leurs droits civiques, en utilisant le bordereau de transmission qui sera joint à cet envoi.

Toute personne qui s'estimerait indûment omise sur cette liste pourra demander son inscription auprès du secrétariat de la commission d'établissement des listes électorales, **avant le 16 octobre 2024**, en utilisant l'imprimé de demande accompagné des pièces justificatives.

Etablissement des listes définitives (électeurs individuels) :

Avant le 30 novembre 2024, vous recevrez la liste définitive des électeurs inscrits dans votre commune, par collège .

Ce dépôt devra être annoncé par affichage le jour-même en mairie. Dans les 5 jours suivant cet affichage, tout réclamant pourra saisir le tribunal d'instance de son ressort.

Les listes seront consultables en préfecture, au siège de la chambre d'agriculture et en mairie. Toute personne pourra en prendre copie, à ses frais, à condition de ne pas en faire un usage commercial. Cette demande sera faite par écrit et vous recueillerez l'engagement susvisé également par écrit.

Opérations de vote :

Le vote s'effectuera par correspondance et par voie électronique jusqu'au 31 janvier 2024 et chaque électeur inscrit recevra le matériel de vote envoyé par la commission d'organisation des opérations de vote.

Je vous remercie de veiller personnellement à l'application de ces instructions.



Charles GIUSTI

Élection des membres de la chambre d'agriculture

AVIS de révision des listes électorales - *Électeurs individuels*

Les listes électorales pour les élections des membres des chambres d'agriculture de 2025 doivent être révisées à partir de la date d'affichage du présent avis pour toutes les catégories d'électeurs.

Conformément à l'article R.511-8 du code rural et de la pêche maritime, sont électeurs à condition de respecter les dispositions du chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre 1^{er} du code électoral* :

1° Les chefs d'exploitation, ayant la qualité de propriétaire, de fermier ou de métayer et leurs conjoints, les aides familiaux mentionnés au 2° de l'article L. 722-10, ainsi que les associés d'exploitation mentionnés à l'article L. 321-6, lorsque ces personnes, exerçant une activité agricole, satisfont à l'une des conditions suivantes :

- a) Être au nombre des bénéficiaires d'un régime d'assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles ;
- b) Être parmi les personnes mentionnées à l'article L. 722-11 ;
- c) Être au nombre des bénéficiaires du régime agricole des assurances sociales au titre de l'article L. 722-21 ;
- d) Pour les personnes non affiliées au régime d'assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles en application de l'article L. 171-3 du code de la sécurité sociale, diriger une exploitation agricole dont l'importance est au moins égale à celle fixée aux articles L. 722-4 et L. 722-5 du présent code**.

Sont également électeurs dans la catégorie des chefs d'exploitation mentionnés ci-dessus, lorsqu'ils consacrent leur activité à cette exploitation agricole, les membres de toute société, quelles qu'en soient la forme et la dénomination, ayant pour objet la gestion d'une exploitation agricole et qui ne figure pas sur la liste des groupements professionnels agricoles ; il en est de même pour leurs conjoints, leurs aides familiaux et leurs associés d'exploitation.

2° Les personnes qui, ayant ou non la qualité d'exploitant, sont propriétaires ou usufruitiers dans le département de parcelles soumises au statut du fermage conformément aux dispositions des articles L. 411-1 à L. 411-4 du même code.

Les personnes morales propriétaires sont électeurs par leur représentant légal.

3° Les salariés affiliés aux assurances sociales agricoles et remplissant les conditions d'activité professionnelle exigées pour l'ouverture des droits aux prestations de l'assurance maladie **sous réserve d'avoir bénéficié d'un contrat de travail sur une durée cumulée d'au moins trois mois au cours des douze derniers mois qui précèdent la date à laquelle la qualité d'électeur est appréciée en application du dernier alinéa de l'article R 511-8 du même code.** Les salariés appartenant aux catégories énumérées aux 1° à 4° de l'article L. 722-1 et au 2° de l'article L. 722-20 et susceptibles de relever d'une convention collective de la production agricole sont inscrits sur les listes électorales du collège des salariés de la production agricole. Les autres salariés sont inscrits sur les listes électorales du collège des salariés des groupements professionnels agricoles.

4° Les anciens exploitants et leurs conjoints mentionnés au 3° de l'article L. 722-10, ainsi que les anciens exploitants bénéficiaires d'une indemnité annuelle de départ ou d'une indemnité viagère de départ prévues par l'article 27 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 modifiée complémentaire à la loi d'orientation agricole, ou d'un régime de préretraite conforme aux dispositions du décret n° 92-187 du 27 février 1992 modifié portant application de l'article 9 de la loi n° 91-1407 du 31 décembre 1991 créant un régime de préretraite agricole et les conjoints de ces derniers.

Sont également électeurs les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne qui appartiennent à l'une des catégories définies au présent article et remplissent les conditions requises pour être inscrits sur les listes électorales en application des dispositions du chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre 1^{er} du code électoral, à l'exclusion des conditions concernant la nationalité. Ces personnes ne doivent toutefois pas avoir encouru de condamnations qui, si elles étaient prononcées par une juridiction française, mettraient obstacle à l'inscription sur la liste électorale établie conformément aux dispositions de l'article L6 du code électoral.

DEMANDES D'INSCRIPTION

Les demandes d'inscription sur les listes électorales doivent parvenir à la Commission d'établissement des listes électorales siégeant à la Préfecture* avant le 15 septembre 2024.**

Les électeurs ne peuvent demander leur inscription que dans un des collèges énumérés ci-dessus.

Les électeurs appartenant aux deux premiers collèges mentionnés à l'article R. 511-6 du code rural et de la pêche maritime (1° et 2° ci-dessus) doivent demander leur inscription dans la commune où se trouve le siège de l'exploitation ou les parcelles au titre desquelles ils peuvent être électeurs en application de l'article R. 511-8 du code rural et de la pêche maritime. S'ils satisfont à l'une ou l'autre de ces conditions dans plusieurs communes, ils doivent opter pour l'une de ces communes.

Les salariés sont inscrits sur les listes de la commune du lieu de travail effectif, c'est-à-dire dans la commune du siège de l'exploitation agricole, de la succursale, de l'établissement, du magasin ou du bureau où ils exercent leur activité. Les salariés itinérants sont inscrits dans la commune du siège du groupement.

Les anciens exploitants ou assimilés doivent demander leur inscription sur la liste de la commune de leur résidence.

* Pour la chambre d'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture de Mayotte, les conditions particulières d'électorat sont déterminées à l'article R. 571-19 du code rural et de la pêche maritime.

** Conformément à l'article R. 571-4 du code rural et de la pêche maritime, le d) du 1° de l'article R. 511-8 du code rural et de la pêche maritime n'est pas applicable pour les élections des membres des chambres de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion.

*** Pour les chambres interdépartementales (Nord-Pas-de-Calais, Alsace, Savoie Mont-Blanc, Doubs-Territoire de Belfort et Charente-Maritime et Deux-Sèvres), il est prévu que la commission d'établissement des listes électorales ait son siège à la préfecture du ressort du siège de la chambre interdépartementale. Pour la chambre de région (Île-de-France), il est prévu que la commission d'établissement des listes électorales ait son siège à la préfecture de région.

Élection des membres de la chambre d'agriculture

AVIS de révision des listes électorales - *Groupements professionnels*

Les listes électorales pour les élections des membres des chambres d'agriculture de 2025 doivent être révisées à partir de la date d'affichage du présent avis pour les groupements professionnels agricoles.

Conformément aux prescriptions des articles R.511-10 et R.511-11 du code rural et de la pêche maritime, les électeurs qui votent au nom des groupements mentionnés ci-dessous doivent être inscrits comme électeurs individuels dans un département au titre du 1° de l'article R.511-8 du code rural et de la pêche maritime et être adhérents du groupement qui les désigne. Ils ne peuvent être salariés de celui-ci. Nul ne peut être électeur pour le compte de plusieurs groupements dans un ou plusieurs collèges mentionnés au 5° de l'article R. 511-6 du code rural et de la pêche maritime.

Les 5 collèges des groupements professionnels agricoles sont :

1- Les sociétés coopératives agricoles, ainsi que leurs unions et fédérations dont l'objet principal, déterminé par leurs statuts, est directement relatif à la production agricole ou à la mise en œuvre des moyens de production agricole ;

2- Les autres sociétés coopératives agricoles, leurs unions et fédérations, ainsi que les sociétés d'intérêt collectif agricole reconnues comme organisations de producteurs à condition qu'elles aient leur siège social dans le département* ;

3- Les caisses de crédit agricole ;

4- Les caisses d'assurances mutuelles agricoles et les caisses de mutualité sociale agricole ;

5- Les organisations syndicales à vocation générale d'exploitants agricoles ou de jeunes agriculteurs, ainsi que leurs unions et fédérations cantonales, inter-cantonales ou départementales.

Les groupements professionnels agricoles ci-dessus doivent, pour être électeurs, être constitués depuis **trois ans** au moins et avoir, pendant cette période, satisfait à leurs obligations statutaires. Toutefois, cette condition d'ancienneté n'est pas opposable aux groupements issus de la fusion de groupements qui remplissaient eux-mêmes ladite condition, sous réserve qu'ils aient satisfait pendant les trois dernières années au moins à leurs obligations statutaires.

DEMANDES D'INSCRIPTION

Les demandes d'inscription sur les listes électorales doivent parvenir à la Préfecture**

avant le 1^{er} octobre 2024.

Tout groupement professionnel agricole demandant son inscription sur la liste électorale de l'un des collèges ci-dessus doit souscrire une déclaration adressée au préfet par le président du groupement comportant le nom du groupement, le collège auquel ce groupement appartient, les noms, prénoms, adresses des personnes appelées à voter au nom du groupement. Cette déclaration est revêtue de la signature de chacune de ces personnes.

Cette déclaration est accompagnée, pour les groupements mentionnés au b) du 5° de l'article R. 511-6 du code rural et de la pêche maritime, de la mention du nombre d'adhérents au 1^{er} juillet 2024 et d'un extrait de la délibération du conseil d'administration ou de l'assemblée ayant désigné les électeurs dudit groupement.

NOTA - Les sociétés coopératives agricoles, les caisses de crédit agricole et les caisses de mutualité sociale agricole dont l'activité s'étend sur plusieurs départements doivent être inscrites dans chacun de ces départements.

* A adapter pour les chambres d'outre-mer au regard des dispositions des articles R. 571-7 (Guadeloupe, Martinique, la Réunion), R. 571-8 (Guyane) et R. 571-17 (Mayotte) du code rural et de la pêche maritime.

** préfecture du ressort du siège de la chambre pour les chambres interdépartementales, préfecture de région pour la chambre de région.

Élection des membres des chambres d'agriculture

Date de clôture du scrutin : 31 janvier 2025

Demande d'inscription sur la liste électorale
des **électeurs individuels**

à adresser avant le 15 septembre 2024:
au secrétariat de la Commission d'établissement des listes électorales (CELE)
Carrefour de l'Agriculture – 12 026 Rodez Cedex 9

Je soussigné(e) (nom et prénoms)

nom d'usage

né(e) le à département

nationalité ⁽¹⁾..... résidant à département

demande à être inscrit(e) sur la liste électorale de la **commune** de

pour les élections des membres de la chambre départementale d'agriculture de l'Aveyron dans le **collège** suivant ⁽²⁾ :

- collège 1** : chefs d'exploitation et assimilés
- collège 2** : propriétaires et usufruitiers (exploitants ou non)
- collège 3 a)** : salariés de la production agricole
- collège 3 b)** : salariés des groupements professionnels agricoles
- collège 4** : anciens exploitants et assimilés

J'atteste respecter les conditions fixées par le code électoral pour être inscrit sur une liste électorale ⁽²⁾

J'atteste respecter les conditions fixées par le code électoral pour être inscrit sur une liste électorale, à l'exclusion de la condition de nationalité ⁽³⁾

Mon lieu de travail effectif est situé dans la commune de ⁽⁴⁾

Je joins à la présente demande les pièces suivantes : ⁽⁵⁾

.....

Fait à le.....
(signature)

(1) Peuvent être électeurs pour les élections des membres de la chambre d'agriculture les ressortissants des États membres de l'Union européenne (article R. 511-8 du code rural et de la pêche maritime).

(2) Pour les personnes de nationalité française.

(3) Pour les ressortissants d'un État membre de l'Union Européenne

(4) A remplir par les personnes demandant leur inscription sur la liste électorale de l'un des collèges de salariés.

(5) Indiquer les pièces jointes à la demande :

- Pour les personnes affiliées à un régime de protection sociale agricole doit être joint tout document attestant une affiliation à ce régime (attestation MSA précisant les conditions remplies pour le collège demandé).
- Pour les personnes demandant leur inscription dans le collège des propriétaires et usufruitiers doit être jointe toute pièce attestant de la propriété de (s) parcelle (s) relevant du statut du fermage (avis d'imposition foncière) et le bail écrit (à défaut de bail écrit, une attestation sur l'honneur signée des 2 parties : bailleur et preneur).

Élection des membres des chambres d'agriculture

Date de clôture du scrutin : 31 janvier 2025

Demande d'inscription sur la liste électorale des
groupements professionnels agricoles

à adresser avant le 1^{er} octobre 2024
au secrétariat de la Commission d'établissement des listes électorales (CELE)
Carrefour de l'Agriculture – 12 026 Rodez Cedex 9

Je soussigné(e) (nom et prénoms)

Président(e) du groupement professionnel agricole dit :

dont le siège est établi ⁽¹⁾

solicite l'inscription de cet organisme sur la liste des groupements :

- collège 5 a :** coopératives de production agricole
- collège 5 b :** autres coopératives et SICA
- collège 5 c :** caisse de crédit agricole
- collège 5 d :** caisses d'assurances mutuelles agricoles et caisses de mutualité sociale agricole
- collège 5 e :** organisations syndicales

appelés à prendre part, en janvier 2025, à l'élection des membres de la chambre d'agriculture de ⁽²⁾ :

J'indique, ci-après, les renseignements prévus par les articles R. 511-10 et R. 511-26 du code rural et de la pêche maritime :

- Date de fondation du groupement (date de dépôt des statuts) :
- Nombre d'adhérents individuels au **1^{er} juillet 2024**, dans le département ⁽³⁾:
- Nombre de groupements affiliés dans le département ⁽⁴⁾ :
- Personnes appelées à voter au nom du groupement ⁽⁵⁾ :

Nom	prénoms	Adresse	commune d'inscription	Signature

Je joins à la présente demande un extrait de la délibération du conseil d'administration ou de l'assemblée ayant désigné les électeurs appelés à voter au nom du groupement ⁽⁶⁾.

J'atteste sur l'honneur la sincérité de la présente déclaration et la conformité des ⁽⁷⁸⁾ documents annexés et je certifie que mon groupement a, pendant 3 ans au moins ⁽⁸⁾, satisfait à ses obligations statutaires.

Fait à, le 2024.

Le (la) Président(e),

(1) adresse complète du siège du groupement.

(2) lorsqu'une caisse de crédit agricole ou une caisse de mutualité sociale agricole a une activité qui s'étend sur deux ou plusieurs départements, elle a vocation à être inscrite sur les listes électorales de chacun de ces départements (les électeurs votent dans le département où ils sont inscrits en qualité d'électeurs individuels)

(3) uniquement pour les groupements mentionnés au b ci-dessus ("les autres coopératives...").

(4) uniquement pour les unions et fédérations (concernent les groupements mentionnés au a, b et e ci-dessus).

(5) outre les nom, prénoms, adresse, signature des personnes visées à l'article R. 511-11 du code rural et de la pêche maritime, il convient de mentionner (cf. art. R. 511-10 du code rural et de la pêche maritime) la commune sur la liste électorale de laquelle elles sont inscrites comme électeurs individuels dans le collège mentionné au 1° de l'article R. 511-6 du code rural et de la pêche maritime (chefs d'exploitation et assimilés). **Si nécessaire, utiliser une annexe.**

(6) uniquement pour les groupements mentionnés au b ci-dessus ("les autres coopératives...").

(7) préciser le nombre des pièces annexées.

(8) pour être inscrits, les groupements doivent être constitués depuis 3 ans au moins (art. R. 511-10 du code rural et de la pêche maritime). "Toutefois, cette condition d'ancienneté n'est pas opposable aux groupements issus de la fusion de groupements qui remplissaient eux-mêmes ladite condition, sous réserve qu'ils aient satisfait pendant les trois dernières années au moins à leurs obligations statutaires".